

# LA SNET

---

Revue de Presse

jeudi 25 septembre 2008

# S O M M A I R E

jeudi 25 septembre 2008

## **SNET/EON**

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| EDF défend son OPA au Royaume-Uni<br>Le Figaro économie .- 25/09/2008                                   | 1  |
| Le nucléaire français à l'assaut du monde<br>La Tribune .- 25/09/2008                                   | 4  |
| Avec British Energy, EDF s'impose en Grande-Bretagne<br>Les Echos .- 25/09/2008                         | 11 |
| EDF va devenir l'acteur principal de la relance du nucléaire britannique<br>Le Monde .- 25/09/2008      | 16 |
| Mist clears to reveal the newest power on the nuclear landscape<br>Financial Times Europe .- 25/09/2008 | 17 |
| A nuclear future<br>Financial Times Europe .- 25/09/2008                                                | 18 |
| Allemagne : Plus de changements de fournisseur pour l'électricité, mais...<br>Enerpresse .- 25/09/2008  | 19 |
| Gasol veut s'associer avec EDF et Afren<br>Enerpresse .- 25/09/2008                                     | 20 |

## **CONCURRENCE**

|                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------|----|
| Areva et Duke Energy s'allient<br>Les Echos .- 25/09/2008 | 21 |
|-----------------------------------------------------------|----|

## **MARCHE**

|                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------|----|
| L'Inde entame sa tournée nucléaire<br>La Tribune .- 25/09/2008             | 22 |
| Turkey's nuclear tender falls flat<br>Financial Times Europe .- 25/09/2008 | 23 |

## **ENVIRONNEMENT**

|                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les Européens revoient à la baisse leurs ambitions environnementales<br>La Tribune .- 25/09/2008 | 24 |
| La vérité sur... les objectifs écologiques de l'Union<br>Challenges .- 25/09/2008                | 25 |

**SNET/EON**



# EDF défend son OPA au Royaume-Uni

Après plusieurs semaines d'intenses négociations, le groupe français est parvenu à mettre la main sur British Energy. Une opération à plus de 15 milliards d'euros, soit le plus lourd investissement de l'histoire d'EDF. Mais Pierre Gadonneix, son président, se défend d'une opération trop coûteuse. Dans un entretien au *Figaro*, il se félicite du rôle majeur que va jouer EDF outre-Manche. **Page 23**

## EDF tient enfin son grand succès à l'international

### ÉNERGIE

L'acquisition de British Energy est la plus grosse opération de l'histoire du groupe.

DANS UN PEU plus d'un an, Pierre Gadonneix achèvera son mandat à la tête d'EDF. Il le fera avec la satisfaction d'avoir piloté une offensive de – très – grande envergure, qui fait désormais du groupe français l'acteur de référence de l'électricité au Royaume-Uni. Avant l'acquisition de British Energy – officialisée hier pour plus de 15 milliards d'euros –, le PDG d'EDF était régulièrement taxé de frilosité. Alors que tous les grands groupes européens étaient à la manœuvre – de la tentative d'OPA de l'allemand E.ON sur l'espagnol Endesa au mariage GDF-Suez en passant par le rapprochement Iberdrola-Scottish Power, EDF, lors de ses timides incursions, essayait autant d'échecs. Ses velléités d'implantation en Espagne lui ont notamment valu d'être la cible d'un tribunal de Bilbao, tandis que ENI a fini par empocher Distrigaz, le réseau de négoce de gaz précédemment propriété de Suez.

Il est vrai aussi que Pierre Gadonneix a la réputation de faire

preuve d'une grande prudence. Ou, plus exactement, il assortit chaque opération de trois critères indispensables à respecter sous peine de reculer : EDF doit être le bienvenu dans le pays ciblé ; l'opération doit être rentable ; elle doit dégager des synergies. Le poids du passé explique largement cette attitude. Outre ses déboires en Amérique du Sud – région dont il s'est désormais totalement retiré –, EDF a dû payer le prix fort pour rester en Italie. Cet aventurisme a fini par susciter un certain traumatisme en interne.

### Retour en grâce de l'atome civil

À propos de British Energy, le PDG d'EDF souligne combien cette acquisition « *répond clairement à nos trois critères d'investissement : soutien politique, synergies industrielles et création de valeur. Elle devrait être positive sur le bénéfice net par action d'EDF dès 2009.* » L'autre credo du patron d'EDF tient dans sa volonté d'exploiter au maximum le retour en grâce de l'atome civil.

Depuis déjà quelques années, alors que le pétrole ne cesse pas de flamber, de nombreux pays ont annoncé leur volonté de lancer – ou relancer – un programme nucléaire. D'où la sélection par EDF de quatre

grands pays cibles – outre la Grande-Bretagne, ce sont la Chine, les États-Unis et l'Afrique du Sud –, dans lesquels le groupe français cherche non seulement à être l'architecte-ensemblier des futurs réacteurs EPR, mais également un investisseur aux côtés de l'électricien local de la société qui construira et exploitera ces infrastructures. Dans chaque pays, ces dossiers prennent du temps. Outre le volet politique, très important, et la dimension technique via les procédures de certification de l'EPR, il faut régulièrement compter avec des événements inattendus. Ainsi, aux États-Unis, la crise financière vient-elle de pousser le partenaire d'EDF, Constellation Energy (dont il détient 9,5 %) dans les bras du milliardaire Warren Buffet.

Ce dernier a annoncé le rachat de Constellation pour 26 dollars par titre, tandis que l'offre alternative d'EDF s'élevait à 35 dollars. Après la bataille d'Angleterre, EDF va-t-il prendre le risque de croiser le fer outre-Atlantique ? Là encore, le groupe français cultive la prudence. Il souligne que toutes les options sont ouvertes. Et il fait remarquer qu'il existe d'autres électriciens aux États-Unis qui pourraient être tentés de travailler avec lui.

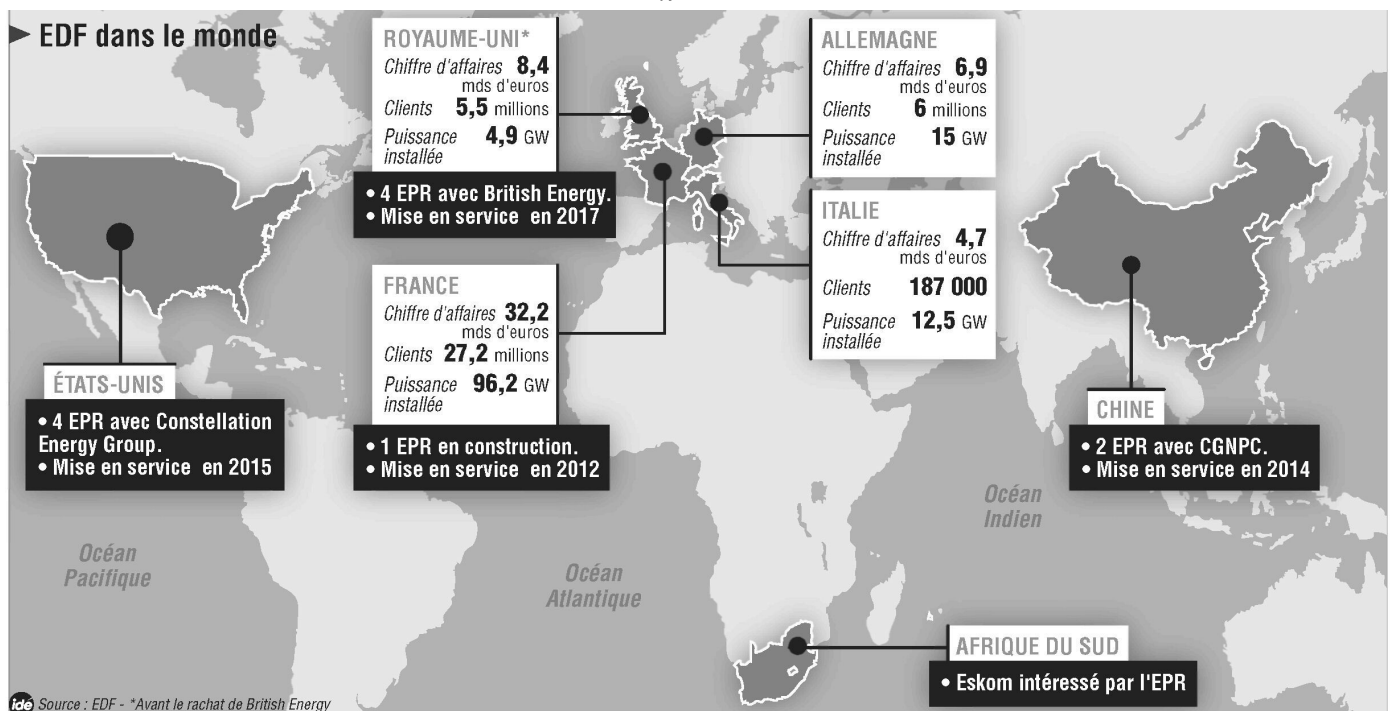
Et pour cause, le groupe français dispose avec l'EPR de Flamanville – en cours de construction, il doit être opérationnel en 2012 – d'une vitrine qui sert ses ambitions internationales. C'est le même EPR, dont quatre exemplaires sont prévus en Grande-Bretagne – le premier d'ici à 2017 –, qui servira de socle au développement de British Energy.

F. M.

Lire aussi notre éditorial page 15  
**L'OPA sur British Energy**

**Prix proposé : 774 pence**

par action pour l'offre en numéraire, soit une valorisation de 15,6 milliards d'euros.  
**Projet d'EDF :** exploiter le parc des huit centrales nucléaires et investir une vingtaine de milliards dans quatre réacteurs EPR. Le premier sera en service en 2017.  
**Situation de British Energy :** 3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires ; premier producteur d'électricité du Royaume-Uni.  
**Effectifs : 6 200** (19 800 avec EDF Energy).



**OFFENSIVE.** Le groupe français dispose avec l'EPR de Flamanville – opérationnel en 2012 – d'une vitrine qui sert ses ambitions internationales.

## « Nous devenons l'acteur majeur de la relance du nucléaire outre-Manche »

### ENTRETIEN

Pierre Gadonneix, PDG d'EDF, est catégorique : la Grande-Bretagne est un marché stratégique pour le groupe français. Il assure ne pas avoir surpayé British Energy.

**LE FIGARO. – Pourquoi tant de retard dans cette annonce programmée initialement le 1<sup>er</sup> août ?**

**Pierre GADONNEIX. –** Dans ce type d'opération, les négociations sont nécessairement longues et les discussions parfois difficiles. Cette décision est en réalité l'aboutissement non pas de trois mois mais

de trois ans de travail menés avec le soutien constant du gouvernement britannique. Depuis cet été, nous nous sommes attachés à aménager notre offre et à expliquer son intérêt pour l'ensemble des actionnaires de British Energy.

**Pourquoi était-ce si important pour vous de racheter British Energy ?**

C'est une opération majeure pour le développement d'EDF. Nous allons devenir le premier électricien outre-Manche. Notre filiale EDF Energy, qui ne produit aujourd'hui que la moitié de l'électricité qu'elle commercialise, va en effet multiplier par trois ses capaci-

tés de production. Nous devenons en outre un acteur majeur du paysage énergétique anglais avec une longueur d'avance pour la construction et l'exploitation de nouvelles centrales de type EPR dans un marché clef du monde occidental, où va en effet se construire le plus grand nombre de centrales nucléaires d'ici à 2025.

**En incluant à la fois cette acquisition et la construction des futures centrales en Grande-Bretagne, combien allez-vous investir précisément dans ce pays ?**

Au-delà de cette acquisition qui s'établit à 15,7 milliards

d'euros, nous entendons réaliser et exploiter quatre réacteurs nucléaires EPR dont le premier sera mis en service en 2017. La construction de ces quatre réacteurs représente un investissement compris entre 20 et 25 milliards d'euros étalé sur une dizaine d'années. Comme vous le savez, nous poursuivons des discussions avec un partenaire britannique pour l'associer à notre acquisition et à nos projets ultérieurs.

#### **Est-ce raisonnable d'investir plus de 30 milliards rien que pour le nucléaire britannique ?**

Le marché britannique sera certainement dans les années à venir le plus grand marché nucléaire d'Europe. Le prix du pétrole va se maintenir à un haut niveau et nous sommes convaincus de la rentabilité à court, moyen et long terme de l'énergie nucléaire. Cette énergie est d'autant plus compétitive qu'elle est non émettrice de CO<sub>2</sub> alors que les coûts écologiques constitueront à l'avenir une part de plus en plus importante du prix de revient de la production d'électricité. En rachetant British Energy, EDF va devenir l'acteur majeur de la relance du nucléaire en Grande-Bretagne, qui devient notre deuxième marché après la France.

#### **Pourquoi avoir relevé votre offre alors que vous étiez le seul candidat en lice ? N'avez-vous pas surpayé cette acquisition ?**

Notre offre représente un multiple d'excédent brut d'exploitation de British Energy de 8,1 en 2009 et de 6,6 en 2010, compte tenu de l'impact sur les bénéfices de la remise en service de centrales aujourd'hui à l'arrêt. Ces valorisations sont très raisonnables au regard des normes du secteur. Le

délai de la négociation résulte largement de mon souci de préserver la rigueur financière de notre offre. Je n'étais pas prêt à payer n'importe quel prix. En outre, un mécanisme prévoit que l'éventuelle valeur supplémentaire qui serait dégagée par British Energy par rapport à nos prévisions sera répartie dans une formule gagnante-gagnante pour EDF et les anciens actionnaires de la société.

#### **Comment se passera la répartition des rôles avec Centrica au sein de British Energy ?**

Nous sommes en effet en discussion avancée avec Centrica sur la base d'un protocole d'accord qui prévoit de les associer au capital de British Energy, bien entendu aux mêmes conditions financières que celles de notre projet avec British Energy et pour une part de 25 %.

#### **Y a-t-il d'ores et déjà un calendrier prévisionnel pour la relance du nucléaire britannique ?**

Une chose est certaine : nous serons les premiers à mettre en service un EPR sur le sol anglais. Nous espérons pouvoir le faire d'ici à la fin 2017 puis mettre en service les trois autres EPR à la cadence d'un EPR tous les 18 à 24 mois. Le défi énergétique que doit relever la Grande-Bretagne est suffisamment fort – avec la nécessité de remplacer d'ici à quinze ans la quasi-totalité des centrales à charbon et des centrales nucléaires d'ancienne génération – pour que ce programme soit mis rapidement sur les rails.

#### **Depuis longtemps, les marchés attendaient une grande opération de la part d'EDF. Le groupe aurait-il pu continuer à se développer sans cette opération ?**

Après l'achèvement du redres-

sement financier de l'entreprise, nous avons engagé une politique très soutenue de croissance industrielle en relançant fortement les investissements dans la production et les réseaux électriques. Rien que pour la France, nous avons presque doublé en trois ans notre rythme d'investissement pour consolider et développer notre outil industriel. À l'international, la construction de notre nouvelle centrale nucléaire dans le Cotentin nous confère une véritable avance dans notre ambition de réaliser et d'exploiter dix EPR. Des partenariats sont d'ores et déjà noués avec des électriciens locaux, aux États-Unis pour quatre EPR et en Chine pour deux EPR.

#### **Dans l'autre grand dossier en cours, celui du contrôle du capital de Constellation, vous préparez-vous à une bataille contre Warren Buffett ?**

Nous confirmons notre volonté de poursuivre toutes les opportunités d'investissement dans le domaine nucléaire aux États-Unis et envisageons toutes les options susceptibles d'augmenter la valeur de notre participation et celle des autres actionnaires de Constellation.

#### **Si vous décidez de laisser les choses en l'état, avez-vous des garanties sur la bonne mise en œuvre de vos accords industriels ?**

Nous sommes actionnaires de Constellation à hauteur de 9,5 % et partenaires à 50/50 à travers Unistar pour construire et exploiter quatre EPR aux États-Unis. Nous n'avons pas de raison de penser que ces accords puissent être remis en question.

*Propos recueillis par*  
**FRÉDÉRIC DE MONICAULT**

**EDF achète les centrales de British Energy pour 15 milliards**

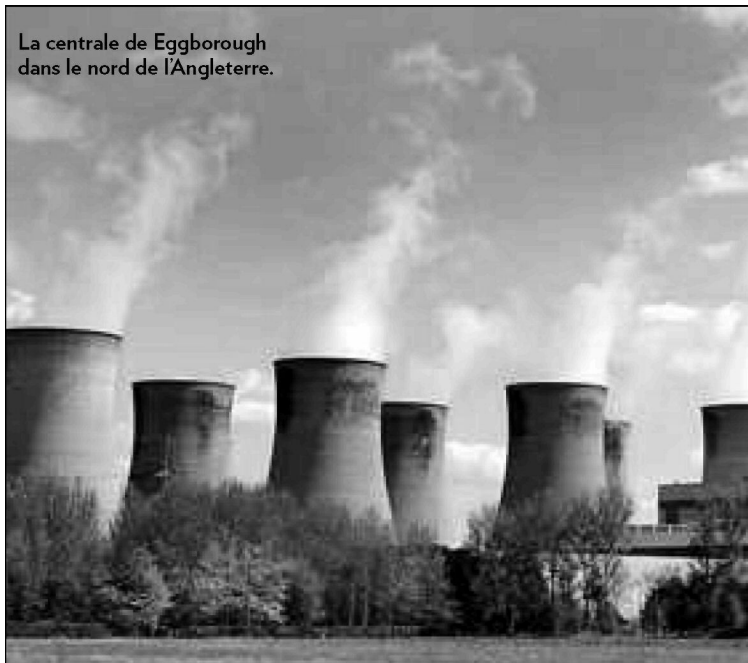
# Le nucléaire français à l'assaut du monde

■ EDF prend la tête de la nouvelle course au nucléaire civil. Après sept mois de bataille et un faux départ en juillet, le français s'empare du seul exploitant nucléaire britannique, British Energy.

■ Entraînant dans son sillage l'ensemble de la filière nucléaire française, EDF annonce la construction outre-Manche de quatre EPR de troisième génération et maintient ses ambitions aux États-Unis.

■ « Ce rachat est pour nous la façon la plus rapide d'avoir de nouvelles centrales », explique à « La Tribune », John Hutton, ministre britannique de l'Énergie.

La centrale de Eggborough dans le nord de l'Angleterre.





# EDF exporte au Royaume-Uni l'atome français

**LES FAITS.** En mettant la main sur British Energy, pour un montant compris entre 15,2 et 15,7 milliards d'euros, le groupe français prend la tête du renouveau nucléaire britannique. Et favorise l'ensemble de la filière nucléaire hexagonale.

Pierre Gadonneix, PDG d'EDF, n'est pas le seul à se féliciter de l'heureuse issue de son combat de sept mois pour entrer sur le prometteur marché nucléaire britannique. En emportant British Energy pour un peu plus de 15 milliards d'euros, il entraîne dans son sillage l'ensemble de la filière nucléaire française. Areva, en premier lieu, même si le constructeur nucléaire français reste discret. Celui-ci vient de voir doubler le carnet de commandes de son EPR, son réacteur de troisième génération, qu'EDF prévoit de construire en quatre exemplaires en Grande-Bretagne à partir de 2012. « Nous allons être le premier électricien à démarrer dès 2017 la première centrale nucléaire de nouvelle

génération au Royaume-Uni », s'est réjoui hier le patron d'EDF. La construction de ces centrales, à laquelle EDF envisage d'associer des partenaires, dont Centrica, doit s'étaler progressivement jusqu'à 2023, date d'arrêt prévu pour le dernier des sept « vieux » réacteurs de British Energy. Leur coût unitaire est estimé à 4,5 milliards d'euros.

Areva, associé dès juillet 2007 avec EDF, pour la certification de son EPR en Grande-Bretagne, reste peut-être discret pour ne pas contrarier ses autres clients potentiels sur ce marché. Pas moins de 10 électriciens européens ont marqué leur préférence pour l'EPR en « soutenant » cette certification britannique. E.ON, le grand rival d'EDF, a même décidé en avril d'en faire sa technologie exclusive sur le marché britannique où près de 10 réacteurs pourraient voir le jour d'ici à 2025. Une bonne nouvelle peut en cacher une autre : Areva reste seul en compétition avec Westinghouse (filiale de Toshiba) après les défections de ses deux autres rivaux, le canadien EAEC en avril et General Electric la semaine dernière. Par ailleurs, Areva a

été choisi cet été comme *preferred bidder* pour reprendre le centre de traitement de combustible de Sellafield, en proie à de graves difficultés.

## BONNE NOUVELLE POUR ALSTOM

Alstom, de son côté, ne boude pas son plaisir. « C'est une bonne nouvelle », applaudissait hier Philippe Joubert, patron de la branche énergie de l'autre acteur français du nucléaire. Très présent en Grande-Bretagne grâce à l'héritage de GEC, Alstom équipe en turbines (et autres) la moitié des centrales nucléaires et thermiques du pays. Le groupe ne cache pas néanmoins son soulagement de voir EDF prendre la tête de cette course britannique après les récents camouflets que lui a infligés Areva. En Afrique du Sud, Alstom a dû remporter un appel d'offres pour pouvoir rejoindre ses compatriotes au sein du consortium réuni pour l'occasion. En Grande-Bretagne, E.ON et Areva ont déjà indiqué qu'ils confieront la partie conventionnelle des éventuelles futures centrales à... Siemens. ■

MARIE-CAROLINE LOPEZ



## EDF VEUT DÉVELOPPER UNE DIZAINE DE RÉACTEURS EPR DANS LE MONDE D'ICI 2020

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>France</b>                                                                       |
| 1 EPR en construction<br>1 <sup>re</sup> mise en service en 2012                    |
| <b>Chine</b>                                                                        |
| 2 EPR avec CGNPC<br>1 <sup>re</sup> mise en service en 2014                         |
| <b>États-Unis</b>                                                                   |
| 4 EPR avec Constellation<br>Energy Group<br>1 <sup>re</sup> mise en service en 2015 |
| <b>Royaume-Uni</b>                                                                  |
| 4 EPR avec British Energy<br>1 <sup>re</sup> mise en service en 2017                |
| <b>Afrique du Sud</b>                                                               |
| Eskom intéressé par l'EPR                                                           |

Source : EDF/Photo : Andia



La construction du réacteur nucléaire EPR, de Flamanville (Manche)

# Un accès cher payé au marché britannique

► EDF s'empare du seul exploitant nucléaire britannique. Au final, il ne gardera que deux sites et remplacera 7 des 8 réacteurs vieillissants de British Energy par 4 EPR.

EDF Energy, présent depuis dix ans outre-Manche, est déjà numéro un de la distribution d'électricité en Grande-Bretagne avec un chiffre d'affaires de 8,4 milliards d'euros, plus de deux fois supérieur à celui de British Energy (3,5 milliards d'euros). Problème : l'électricien français ne produit sur place que la moitié de ses ventes. « Cette opération nous permet de disposer d'un outil de production pour consolider nos positions en Grande-Bretagne », expliquait hier Pierre Gadonneix. « Nous acquérons ainsi des terrains et des compétences », ajoutait-il.

EDF s'intéresse peu aux centrales

nucléaires actuelles de British Energy : sept de ses huit réacteurs ont entre 20 et 30 ans, appartiennent à une filière technologique dépassée et doivent être fermés d'ici à 2023. L'État britannique, qui a beaucoup soutenu cette acquisition, s'est engagé lors du sauvetage de British Energy en 2004-2005, à prendre à sa charge le démantèlement de ces centrales. D'ici là, British Energy a planifié 450 millions d'euros d'investissements par an pour moderniser et maintenir ce parc au taux de disponibilité de 65 % l'an dernier, contre 83 % environ pour le parc français. « Le taux d'arrêts automatiques a été divisé par trois depuis 2004 », a tenu à souligner Vincent de Rivaz, patron de la filiale britannique d'EDF.

« Le cœur du problème, ce sont les terrains », souligne un spécialiste du sujet. EDF a âprement négocié avec Londres l'accès aux sites aptes à accueillir de nouvelles centrales. Début

2008, le gouvernement britannique avait fixé l'objectif de maintenir, au minimum, au niveau de 20 % la part du nucléaire dans la production.

### « FAVORISER LA CONCURRENCE »

Au final, EDF a jeté son dévolu sur deux des huit sites de British Energy (Hinkley Point, dans le Sud-Ouest et Sizewell, sur la côte Est), capables d'accueillir chacun deux EPR. « Si nous rencontrons des problèmes sur ces deux terrains, le gouvernement britannique s'est engagé à nous autoriser l'accès à deux autres sites », a précisé hier le patron d'EDF, qui avait pris soin d'acquiescer récemment d'autres terrains à proximité d'installations nucléaires. « Une fois les sites pour les EPR sécurisés, nous avons pris l'engagement de céder les autres afin, notamment, de favoriser la concurrence », a ajouté Pierre Gadonneix.

M.-C. L. ■

**LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS  
D'ÉLECTRICITÉ AU ROYAUME-UNI**

Production 2007, en TWh

EDF Energy + British Energy

89,3

British Energy

62,1

E.ON

41,2

SSE

41,1

EDF Energy

27,2

RWE

25,8

Source : EDF

**UNE OPA, DEUX OPTIONS**

Neuf pence de plus par rapport à l'offre d'EDF le 31 juillet dernier.

Le groupe français est ainsi parvenu à obtenir le soutien d'Invesco, ancien actionnaire anglais réticent, qui détient 15 % du capital. EDF devrait pouvoir entériner cette opération voulue par le gouvernement britannique, l'État détenant 35 % du capital. Les actionnaires se voient proposer deux options : soit un paiement cash à 774 pence, soit un paiement cash à 700 pence, complété par un droit sur les résultats futurs de British Energy (BE) sous forme de certificat de valeur conditionnelle, qui dépendra du volume d'électricité produite et des prix pratiqués sur le marché de l'électricité. Ces certificats feront l'objet d'une cotation sur le marché londonien « plus quote ». Leur émission sera malgré tout limitée à 32,28 % du nombre total des actions BE acquises. L. B.

# Le groupe français maintient ses projets aux États-Unis

► **EDF confirme ses projets d'investissements en France et à l'international. Mais en dépensant plus de 15 milliards d'euros outre-manche, a-t-il encore les moyens de ses ambitions ?**

**L'**acquisition de British Energy n'obérera en rien notre capacité de développement futur. Tous nos engagements d'investissements en France et à l'international sont maintenus », a expliqué hier la direction d'EDF, qui a prévu une enveloppe de 36 milliards d'euros sur trois ans pour financer son développement organique. Pourtant, avec une acquisition de plus de 15 milliards d'euros, le groupe voit ses capacités de financement se réduire.

## UN EMPRUNT DE 13,9 MILLIARDS D'EUROS

Devra-t-il pour autant renoncer à certaines de ses ambitions ? Pour mener à bien son opération, EDF a emprunté par crédit syndiqué 13,9 milliards d'euros. Selon les analystes du CM-CIC Securities, son endettement net passe à

30,9 milliards d'euros et représente désormais 102 % des capitaux propres contre 67 % auparavant. De même, alors qu'il fallait 1,2 année d'excédent brut d'exploitation pour couvrir la dette, il en faudra désormais 2,1. Voire légèrement moins. Car EDF a prévu de rétrocéder rapidement 25 % du capital de British Energy à l'opérateur britannique Centrica. À l'international, le groupe français a fait le choix de se positionner sur 4 zones géographiques afin de prendre part au renouveau nucléaire dans le monde. Outre le Royaume-Uni, EDF avait décidé de renforcer sa présence aux États-Unis, en Chine et en Afrique du Sud. Pourra-t-il continuer sur sa lancée ? Selon un analyste, EDF disposerait encore d'une enveloppe de 20 milliards d'euros pour la croissance externe, notamment aux États-Unis.

Sur le continent nord-américain, EDF ne semble pas inquiet. Il a annoncé vendredi dernier avoir fait une offre avec KKR et TPG à 35 dollars sur son partenaire américain Constellation Energy, surenchérissant de 32 % sur le prix proposé (26,5 dollars) par MidAmerican, une société de War-

ren Buffet. « EDF a les moyens de réaliser à la fois ces deux acquisitions », indique un analyste financier. « L'investissement ne serait au final pas très élevé, puisqu'il ne représenterait qu'un tiers de 7,2 milliards de dollars, soit 1,6 milliard d'euros, EDF étant associé aux deux fonds d'investissement américains », ajoute-t-il.

**“ UNE OPÉRATION SUR IBERDROLA SEMBLE DÉSORMAIS DÉFINITIVEMENT NON CRÉDIBLE. ”**

UN ANALYSTE PARISIEN

En revanche, EDF, qui débordait en début d'année d'ambition en Espagne, devrait y renoncer. « Une opération sur Iberdrola semble désormais définitivement non crédible. D'abord, en raison de la taille de l'opérateur électrique (celui-ci capitalise aujourd'hui plus de 36 milliards d'euros). Ensuite, Iberdrola est trop présent au Royaume-Uni via Scottish Power », commente un autre analyste d'une grande banque parisienne. ■

LAURENCE BOISSEAU

**Interview. John Hutton**, ministre britannique de l'Industrie en charge de l'énergie

## « Nous pouvons débiter la relance du nucléaire en Grande-Bretagne »

**Vous laissez une entreprise française s'emparer du nucléaire britannique. N'est-ce pas un échec ?**

Absolument pas. La régulation des centrales, la sécurité, le retraitement des déchets : tout ça est sous la responsabilité du gouvernement britannique. Dans le monde moderne, ce n'est pas le passeport du patron de l'entreprise qui compte. Faire de sa nationalité un problème est un non-sens complet. EDF est le partenaire parfait pour nous. C'est le producteur nucléaire qui a le plus d'expérience au monde. Grâce à son acquisition de British Energy, nous pouvons désormais débiter la relance du nucléaire en Grande-Bretagne. C'est pour nous la façon la plus rapide d'avoir de nouvelles centrales nucléaires.

**EDF veut construire quatre centrales, et va vendre au moins deux terrains pour permettre d'autres constructions. Combien de centrales voulez-vous ?**

Actuellement, entre 15 et 20 % de notre électricité est nucléaire. À l'avenir, je veux que nous dépassions significativement ce chiffre.

Nous assistons aujourd'hui à la première vague du nucléaire en Grande-Bretagne, mais il va y avoir une deuxième vague et une troisième vague.

**Le prix du retraitement des déchets des centrales nucléaires existantes sera pris en charge par le gouvernement britannique. Mais pour les futures centrales, le retraitement devra entièrement être pris en charge par les opérateurs, en l'occurrence EDF. N'est-ce pas un pari risqué ?**

EDF investit 12,5 milliards de livres dans ce projet. C'est une somme considérable. S'ils pensaient que le problème du retraitement des déchets ne pouvait pas être résolu, ils ne le feraient pas. Franchement, le coût du retraitement est très faible : ce n'est qu'une fraction de l'ensemble. De plus, nous nous sommes mis d'accord pour qu'un montant fixe soit

déterminé pour financer le fonds de retraitement [montant à mettre de côté chaque année par EDF, ndlr]. Comme cela, il n'y a pas de mauvaise surprise pour les entreprises. Bien sûr ce montant serait fixé suffisamment haut pour protéger le contribuable britannique.



“ L'ACQUISITION DE BRITISH ENERGY PAR EDF EST POUR NOUS LA FAÇON LA PLUS RAPIDE D'AVOIR DE NOUVELLES CENTRALES. ”

**De nombreuses associations, Greenpeace en tête, vous accusent de vous concentrer sur le nucléaire aux dépens des énergies renouvelables...**

C'est faux. Il est essentiel que la production d'énergie en Grande-Bretagne provienne d'un mélange de sources. Les énergies renouvelables en font partie, de même que le nucléaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ÉRIC ALBERT, À LONDRES

## ÉDITORIAL

PAR PIERRE-ANGEL GAY

*Patriotisme européen*

Pour vaincre l'euroessimisme, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, plaidait en juin 2006 pour une « Europe des projets concrets ». Il voulait sortir ainsi les Vingt-Sept de la « crisophilie » dans laquelle les avaient plongés des « non » référendaires à répétition. C'est à Londres, paradoxalement, qu'il est aujourd'hui le mieux entendu. Le rachat, annoncé hier, de British Energy par Électricité de France est la plus grande avancée concrète de l'Europe de l'énergie de ces dernières années. Non seulement le gouvernement de Gordon Brown ne s'est pas opposé, au nom d'un quelconque « patriotisme économique », à l'acquisition du premier producteur d'électricité d'outre-Manche, mais il l'a facilitée. Londres a apporté à EDF un groupe hexagonal quasi public, un soutien aussi constant qu'efficace. Mis au pied du mur, le gazier britannique Centrica n'a eu d'autre choix que de s'allier avec les « Frenchies » sans pouvoir lancer d'offre concurrente. Les pouvoirs publics britanniques ont aussi délibérément choisi de faciliter l'implantation dans le pays de quatre EPR, ces réacteurs nucléaires de nouvelles générations, assurant du même coup l'exportation de la technologie française d'Areva et d'Alstom outre-Manche. Avec l'accord annoncé hier, l'Europe de l'énergie change de dimension. Pour la première

fois, elle ne tient pas du compromis boiteux ou d'un « Yalta » négocié à l'arraché entre États membres. En novembre 2007, Paris et Rome avaient bien scellé, lors d'un sommet Prodi-Sarkozy, une sorte de « pax elettrica ». Mais celle-ci, conclue après deux ans de bras de fer, tenait moins du mariage que d'un simple geste de réciprocité. Enel, le géant italien de l'électricité, était invité au capital de la future centrale EPR française, en construction à Flamanville. En sens inverse, EDF voyait sa place confortée dans le numéro deux de la péninsule, Edison. Un échange de bons procédés en quelque sorte. Quant à la place faite par Madrid à l'allemand E.ON, elle tient beaucoup aux règles européennes. Et peu à un revirement de la politique madrilène, le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero cherchant plus que jamais à doter son pays d'un champion national... Le contre-exemple britannique affaiblit cette stratégie. Les Vingt-Sept négocient depuis des mois sur l'avenir des monopoles historiques de l'électricité et la séparation, ou non, de leurs activités de production, transport et distribution. À Londres, hier, l'Europe des projets concrets a pris le pas sur les palabres. Ce n'est pas la fin de la crisophilie, mais c'est une bonne nouvelle.

paga

j@latribune.fr





## ÉNERGIE

L'électricien français a officialisé hier son offre de 15,7 milliards d'euros sur le premier producteur d'électricité au Royaume-Uni. Il compte céder un quart de la société à Centrica et envisage d'inviter des partenaires à cofinancer les futurs EPR.

# Avec British Energy, EDF s'impose en Grande-Bretagne

**J**e suis heureux, vous vous en doutez, de vous annoncer enfin cette opération majeure pour l'avenir du groupe. » Pierre Gadonneix, le patron d'EDF, ne cachait pas sa joie hier, lors de l'annonce officielle de l'acquisition de British Energy (BE). Deux mois après sa première offre informelle, rejetée par les actionnaires privés du premier producteur d'électricité britannique, l'électricien français a confirmé hier son projet d'offre valorisant sa cible quelque 15,7 milliards d'euros. Et cette fois-ci, il a obtenu le soutien du conseil d'administration de BE.

EDF va proposer aux actionnaires de la société deux options. Soit ils seront payés entièrement en numéraire et recevront 774 pence par action, c'est-à-dire 9 pence de plus que dans la première offre. Soit ils toucheront 700 pence par action en cash, plus un certificat de valeur conditionnel (CVR) leur assurant un complément de paiement variable en fonction des performances de BE au cours des dix prochaines années. Au final, EDF devrait payer un prix compris entre 15,2 milliards et 15,9 milliards d'euros.

Malgré cet effort de 1 %, consenti en pleine crise financière, EDF ne peut s'assurer du soutien total des fonds rebelles. Invesco, qui contrôle entre 15 % et 20 % du capital, lui a certes promis son soutien, mais M&G, qui contrôle 8 %, ne l'a pas suivi. Malgré le soutien de la première heure du gouvernement britan-

nique, qui détient 35 %, il n'est pas dit que cela suffise à EDF pour remplir la condition qu'il s'est fixée, à savoir obtenir un seuil d'acceptabilité de 75 %. Prévoyant, il s'est d'ailleurs assuré la possibilité d'abaisser ce seuil à 50 % plus une action.

### Mise en service de 4 EPR

EDF va financer l'opération essentiellement via un crédit syndiqué de 11 milliards de livres (13,9 milliards d'euros). Mais il prévoit de recéder un quart de sa cible à l'opérateur britannique Centrica « à un prix implicite par action égal à celui qu'il paie pour British Energy », autrement dit environ 4 milliards d'euros. Des discussions « très avancées » ont lieu entre les deux groupes.

En combinant les capacités de BE et celles de sa filiale EDF Energy, le groupe disposera d'une capacité de production de 16,5 gigawatts, soit 20 % de la capacité installée en Grande-Bretagne. Il augmentera de moitié le nombre de mégawattheures qu'il fournit dans le pays, se hissant au premier rang des fournisseurs sur ce marché jusqu'à présent dominé par Scottish & Southern Energy. A terme, il vise des synergies de 220 millions d'euros par an.

Surtout, EDF s'impose comme le principal acteur de la relance du nucléaire souhaitée par le gouvernement de Gordon Brown. Il compte mettre en service sur le territoire britannique 4 centrales de nouvelle généra-

tion, des EPR. La première arriverait en 2017, date qui correspond justement à l'arrêt de la plus ancienne centrale de BE.

Ce déploiement impliquera des investissements supplémentaires de 15 à 20 milliards d'euros. Un sujet qui inquiète particulièrement les syndicats. Hier, la CGT et la CFDT ont appelé la direction à préciser « ses engagements en matière d'investissements dans l'outil de production » français. Pierre Gadonneix a assuré que le groupe conservait sa capacité de développement en France et à l'étranger. Il a aussi souligné qu'« il ne faut pas exclure que nous invitons à terme des partenaires à venir cofinancer ces EPR ».

Le groupe s'est assuré auprès de Londres que le coût de démantèlement des centrales existantes de BE reste bien à la charge du fonds de démantèlement NLF. Pour autant, tous les obstacles ne sont pas levés. Si EDF s'est assuré de pouvoir construire 4 EPR, il doit encore obtenir les permis de construire. Par ailleurs, il doit céder plusieurs terrains à la concurrence.

Enfin, il doit passer le barrage des autorités de la concurrence britannique et européenne, qui ne se priveront pas de regarder le dossier de près.

THIBAUT MADELIN

Lire également l'éditorial de David Barroux page 14.

## La note d'EDF risque d'être abaissée

L'agence de notation financière Fitch envisage d'abaisser la note de la dette long terme d'**EDF**, établie actuellement à **AA-**.

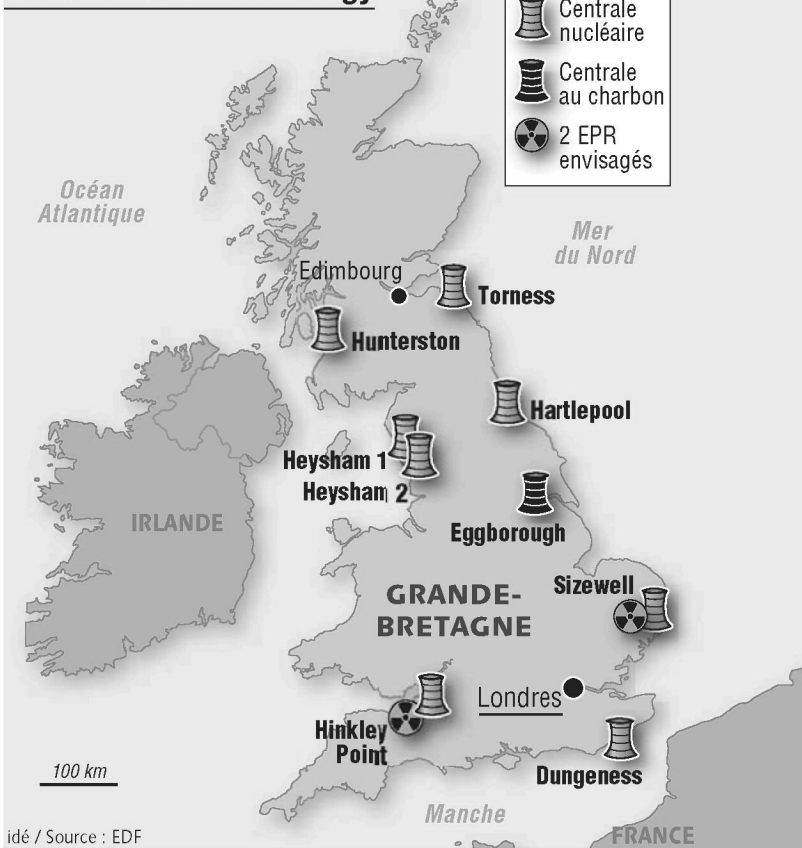
L'acquisition de **British Energy**, malgré l'appui financier de **Centrica**, pourrait en effet multiplier par 2,5 le montant de l'endettement du groupe français, estime l'agence.

La note pourrait aussi être revue à la baisse si les projets nucléaires d'**EDF** en Grande-Bretagne prenaient du retard ou si l'électricien tricolore lançait de nouvelles offres de la taille de celle présentée la semaine dernière sur l'américain **Constellation Energy**.

L'agence estime enfin avoir une « visibilité limitée » sur le financement des investissements d'**EDF** dans l'énergie nucléaire.

Fitch pense, en revanche, relever la note de **British Energy**.

## Les sites de British Energy



## Les banques vont prêter 13,9 milliards d'euros, mais à taux élevé

Un syndicat de sept banques a été constitué pour financer les 11 milliards de livres de l'opération. Pendant quelques semaines, chacun des établissements devrait garder près de 2 milliards d'euros dans ses livres, un montant important alors que les banques peinent à se refinancer sur les marchés.

Par les temps qui courent, c'est presque une provocation. EDF a réussi à emprunter 11 milliards de livres (13,9 milliards d'euros) auprès de banques, quand celles-ci peinent à se refinancer elles-mêmes. « Il est frappant qu'EDF ait réussi à monter ce financement en ce moment », reconnaît un banquier.

**Aucun établissement américain**  
Un syndicat de sept banques a

été constitué, comprenant BNP Paribas, Société Générale, Callyon, HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays Capital, et le japonais Mitsubishi UFJ. Signe des temps, aucune banque américaine ne figure dans le syndicat à ce niveau, seulement des françaises et des britanniques, qui cherchent à conserver leur fonds de commerce. La présence de Mitsubishi UFJ témoigne de l'agressivité des banques japonaises, relativement épargnées par la crise du crédit. Les sept banques prendront chacune une part égale du financement, soit environ 1,5 milliard de livres. Un montant non négligeable alors que les banques peinent à emprunter sur les marchés et utilisent avec précaution leurs fonds propres, tendant plutôt à restreindre le crédit bancaire. « Les

banques acceptent de prendre du risque actuellement, mais tout est une question de prix », résume un banquier. Les conditions précises du crédit syndiqué ne devraient être arrêtées qu'en fin de semaine, mais dans l'entourage d'EDF était évoqué le prix de 7 % hier. Un taux qui devrait comprendre à la fois la marge interbancaire et la commission de montage de l'opération. « Le prix est assez cher par rapport aux conditions auxquelles EDF empruntait encore il y a quelques mois », remarque un financier.

### « Un univers mouvant »

Une syndication générale doit être lancée dans quelques semaines pour distribuer la dette dans le marché. Encore faut-il que le marché secondaire soit ouvert. « Dans une opération



comme celle-là, les banques savent qu'elles vont devoir garder une exposition importante pendant quelques semaines, voire quelques mois », remarque un banquier. Certaines banques avaient été échaudées il y a quelques mois, lors de la syndication du financement accordé à Pernod pour l'acquisition de la Vodka Absolut – le dernier gros financement d'acquisition accordé cette année.

Entre l'annonce de l'opération en avril et la syndication, deux mois plus tard, l'environnement avait changé, amenant les banques à renégocier les conditions de l'opération. « Dans le cas d'EDF, les banques savent que l'univers est mouvant », poursuit un banquier. Les banques considèrent que le marché est ouvert pour cette dette, EDF restant une grande signa-

ture européenne.

Si le prix est élevé, EDF devrait néanmoins pouvoir se refinancer à moindre coût. Le financement prend en effet la forme d'un crédit relais, qu'EDF refinancera rapidement sous la forme d'une émission obligataire à moyen terme, à un prix très probablement plus attractif.

ELSA CONESA

## La vente de Constellation Energy à Warren Buffett contestée en justice

**Le groupe présidé par Pierre Gadonneix veut garder toutes ses options ouvertes, d'une contre-offre à une alliance avec un autre partenaire. Dans le même temps, les actionnaires de Constellation s'inquiètent de voir leur entreprise bradée à Warren Buffett...**

EDF a beau avoir lancé avec British Energy la plus lourde acquisition de son histoire, le groupe reste à l'affût sur l'autre gros dossier du moment : Constellation Energy, le groupe que vient de lui souffler Warren Buffett pour 4,7 milliards de dollars. « Une contre-offre n'est pas exclue », a indiqué, hier, le directeur financier Daniel Camus. En réalité, l'électricien français a déjà remis vendredi une offre supérieure à son partenaire américain, à 6,2 milliards de dollars. Mais le conseil d'administration de Constellation n'a même pas daigné l'étudier.

### « Flexibilité financière »

La partie n'est pas finie pour autant et Pierre Gadonneix a bien souligné hier que son groupe gardait « la flexibilité financière » pour agir sur ce dossier. Autrement dit, même après l'opération d'environ 15,7 milliards d'euros en Grande-Bretagne, EDF s'estime en mesure de réaliser une autre transaction d'envergure pour assurer son dé-

veloppement aux Etats-Unis. Il n'exclut d'ailleurs aucune option, et pourrait ainsi « dialoguer » avec d'autres partenaires.

Les candidats ne manquent pas et certains se sont manifestés auprès d'EDF, a souligné Pierre Gadonneix, sans toutefois donner de nom. Celui de TXU pourrait faire sens puisque le premier producteur d'électricité texan a été acheté l'année dernière par KKR et TPG, les deux fonds alliés au groupe français dans son offre sur Constellation. Mais Warren Buffett n'est pas loin non plus puisqu'il a acheté pour 2,1 milliards de dollars de « junk bonds » de TXU l'an dernier...

Tout en évaluant d'autres partenariats, et en discutant parallèlement avec MidAmerican, la société contrôlée par l'investisseur américain qui a fait son offre sur Constellation, EDF surveille de près les développements autour de cette offre controversée. Selon l'accord passé entre Constellation et MidAmerican, les actionnaires de la société de Baltimore doivent encore donner leur feu vert lors d'une assemblée générale qui doit avoir lieu d'ici à Noël.

### Opposition de certains politiques

D'ici là, EDF espère bien que le vent tourne et que les actionnaires s'estiment floués. Manifestement, certains se sont déjà

rapprochés du groupe français. D'autres ont d'ores et déjà pris leurs devants en portant l'affaire en justice. C'est le cas de Stanley Kurzweil, qui a déposé une plainte le 19 septembre via le cabinet d'avocats Tydings et Rosenberg. Quatre autres recours ont été intentés selon le « Washington Business Journal ».

« Le prix n'est pas le bon et la méthode n'est pas juste », selon un des avocats de Stanley Kurzweil. En substance, il reproche à la direction de la société d'avoir accepté une offre à prix bradé, mais aussi d'avoir exagéré la dimension de ses problèmes liés à la faillite de Lehman Brothers. Le ton monte également parmi certains politiques du Maryland, qui encouragent les autorités locales à rejeter l'opération...

T. M. ET P. PO

### Constellation Energy

Cours de l'action à New York, en dollars



## British Energy : un champion britannique lesté de centrales vieillissantes

**British Energy a beau être le premier producteur d'électricité outre-Manche, il souffre de difficultés opérationnelles qui pénalisent sa production et ses profits.**

DE NOTRE CORRESPONDANTE  
À LONDRES.

Huit centrales nucléaires réparties sur les côtes britanniques, plus une centrale à charbon : en achetant British Energy, EDF met la main sur le premier producteur d'électricité outre-Manche, avec une capacité de production de 11 GWh, dont 9 GWh nucléaires. Un statut de leader qui contraste, toutefois, avec l'image industrielle dégradée du spécialiste de l'atome, obligé d'admettre un jour des fuites, dans les chaudières ou les tuyaux.

À part Sizewell, en fait, la centrale la plus récente prévue pour durer jusqu'en 2023, tous les réacteurs de British Energy sont vieillissants et fonctionnent sur une technologie graphite-gaz jugée dépassée. Au début de l'année, le britannique a ainsi dû lancer des maintenances lourdes sur pas moins de quatre sites. Deux – Hinkley Point B et Hunterston B – ont repris à 70 % de leur capacité, tandis que Hartlepool et Heysham 1

devraient être remis en ligne d'ici à la fin de l'année. Ces aléas opérationnels provoquent une grande volatilité sur le niveau de production. « *Entre l'année fiscale close au 31 mars 2000 et celle close au 31 mars 2008, la production a oscillé entre 50,3 TWh et 67,6 TWh. Sur cette période, les pertes de production non planifiées ont varié chaque année de 9 TWh à 20 TWh* », souligne d'ailleurs le document remis hier aux investisseurs.

### Financer le démantèlement

Faute de tenir ses objectifs de production, l'année dernière, le britannique a dû honorer certains contrats en se fournissant sur les marchés de gros à quelque 70 livres par MWh, quand ses tarifs de vente – fixés

à long terme – atteignaient en moyenne seulement 41 livres par MWh. Conséquence directe : en 2007-2008, en pleine envolée des prix de l'énergie, le producteur a vu son bénéfice net reculer de 39 %, à 470 millions de livres. Ces larges variations de production, conjuguées aux interrogations sur la prolongation de vie des centrales et aux fluctuations des prix de l'énergie, expliquent la complexité de l'offre en titres accordée par EDF aux actionnaires du groupe britannique (voir ci-contre).

Le gouvernement britannique, propriétaire de 36 % de British Energy, lui, prendra l'offre en cash d'EDF. Six ans après le sauvetage de l'opérateur, il réalise une bonne affaire,

obtenant près du double de ce qu'il avait récolté, il y a quinze mois, lors de la cession sur le marché d'une participation équivalente...

Ces 4,4 milliards de livres, toutefois, ne gonfleront pas les caisses de Downing Street, mais celles de Nuclear Liabilities Fund, la société holding chargée de financer le démantèlement des sites nucléaires existants de British Energy. Ainsi portée à 8 milliards de livres, sa cagnotte « excède » les coûts estimés – au prix d'aujourd'hui – de ces démantèlements, a assuré, hier, le secrétariat d'État à l'Industrie. Et de rappeler : « *Les coûts de décontamination de tout nouveau réacteur nucléaire seront à la charge de leur opérateur...* »

I. C.

### Un accord « complexe » à venir avec Centrica

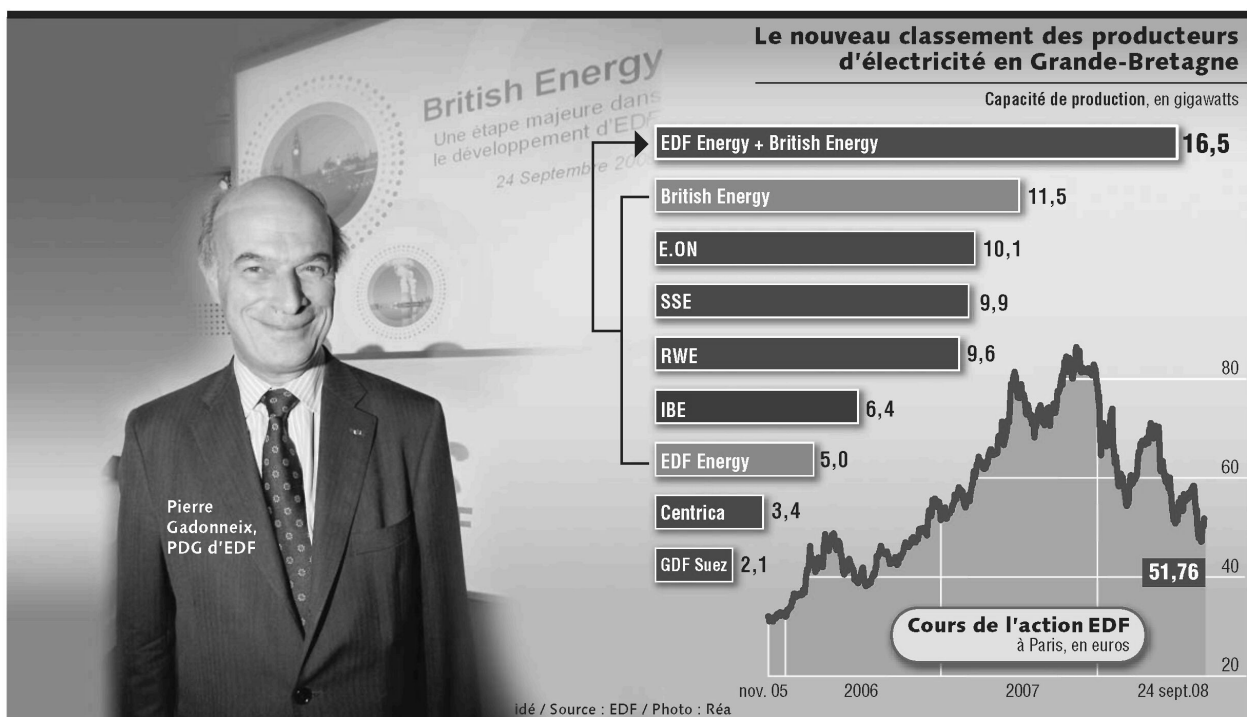
**Stratégique.** Si Pierre Gadonneix voit comme quasi acquise la revente de 25 % de British Energy à Centrica, le britannique se veut plus prudent. « *Nos discussions avec EDF sont constructives* », a précisé aux « Echos » Sam Laidlaw, le directeur général du groupe gazier, mais le protocole d'accord est « *complexe* », laissant présager une issue « *dans les prochains mois* ».

L'opération apparaît stratégique

pour Centrica, fragilisé par la volatilité des prix du gaz sur les marchés de gros : « *Nous sommes insuffisamment intégrés avec 30 % de nos besoins en gaz qui proviennent de nos propres ressources* », poursuit le patron. Avec 25 % de British Energy, cette part monterait à 40 %. De quoi « *réduire les risques et le coût du capital* », promet-il.

Si la transaction va à son terme, le propriétaire de British Gas va dé-

boursier 3 milliards de livres, financés partie en capital, partie par endettement. « *Même dans les tumultes actuels des marchés, on nous a assurés que c'était faisable* », souligne Sam Laidlaw. Centrica a déjà bouclé cet été le financement de sa montée en puissance au capital du belge SPE, également convoité par EDF, et il a levé 750 millions de livres sur les marchés obligataires début septembre.



## Une transaction clef pour relancer le nucléaire au Royaume-Uni

**La cession de British Energy permet d'accélérer le renouveau du nucléaire britannique, crucial pour éviter à la Grande-Bretagne une insuffisance énergétique.**

DE NOTRE CORRESPONDANTE  
À LONDRES.

Soulagement à Downing Street. La cession de British Energy constituait un préalable essentiel pour avancer sur la relance du nucléaire que le gouvernement britannique appelle de ses vœux depuis plus de deux ans. « Cette opération est bonne pour le controllable et elle constitue un pas important vers la construction d'une nouvelle génération de centrales nucléaires afin de fournir le pays en énergie », s'est félicité, hier, le Premier ministre, Gordon Brown.

Son gouvernement, ces der-

niers mois, a largement soutenu le groupe français, qu'il considérait comme le plus à même d'aller au bout de ce dossier et, dès lors, de se poser en chef de file sur le marché de l'atome outre-Manche. Si British Energy contribue à la production britannique à hauteur de 16 %, les quatre nouveaux EPR qu'EDF entend construire en Grande-Bretagne devraient fournir 13 % de la demande estimée en 2020, avec un premier réacteur prêt à produire dès 2017.

### Parcours du combattant

Permis de construire, raccordement du réseau de transport électrique, processus d'agrément technologique : le parcours du combattant démarre seulement, mais il y a urgence pour la Grande-Bretagne, menacée de manquer d'électricité d'ici à dix

ans. Le renforcement des obligations européennes en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> et la fermeture des vieilles centrales nucléaires risquent de provoquer la disparition, à horizon 2020, de 20 à 25 gigawatts de capacité, soit un quart de la puissance actuelle. Les producteurs d'énergie ont bien investi dans de nouvelles centrales à charbon ou encore dans l'éolien, les connexions avec le Continent ont bien été multipliées, mais le gouvernement estime que seul le nucléaire lui permet d'assurer, à terme, la sécurité d'approvisionnement énergétique du pays et de tenir ses engagements en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

Or, British Energy joue un rôle pivot dans ce grand schéma. Aux côtés de la Nuclear Decommissioning Authority (NDA), le producteur détient en effet une partie des terrains devant permettre d'accueillir ces nouveaux réacteurs. Faute d'une cession globale, le groupe aurait été contraint de nouer des partenariats, ce qui aurait entraîné encore

plusieurs mois de délais. L'armistice final entre les investisseurs récalcitrants et EDF a d'ailleurs permis de dévoiler un autre accord, cette fois entre le groupe français et les pouvoirs publics britanniques, qui avait été établi de longue date. Le gouvernement britannique souhaitant assurer la viabilité d'au moins un autre opérateur nucléaire, EDF s'est engagé à céder deux sites de British Energy. Mais le français, qui connaît la complexité des autorisations administratives outre-Manche, attendra d'avoir la certitude de pouvoir construire ses quatre EPR avant de faire la courte échelle à un concurrent.

Les allemands E.ON et RWE, l'espagnol Iberdrola, le suédois Vattenfall ou encore le français GDF Suez sont des candidats potentiels à l'acquisition de sites, mis en vente par EDF ou par la NDA. E.ON a ainsi déjà signé un accord avec National Grid, l'opérateur du réseau de transmission, pour raccorder une hypothétique centrale près de Gloucester.

ISABELLE CHAPERON



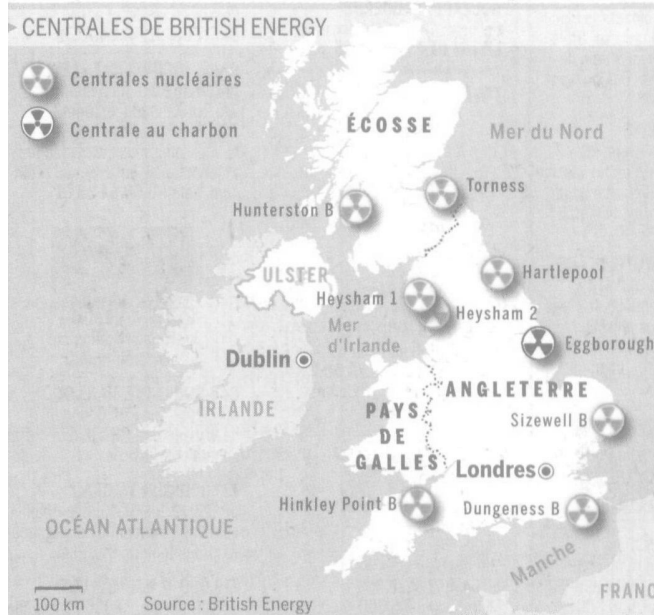
# EDF va devenir l'acteur principal de la relance du nucléaire britannique

Après plusieurs mois d'une intense bataille, le groupe français s'est finalement emparé de British Energy pour 15,6 milliards d'euros

Après l'échec d'une première tentative fin juillet, EDF va entrer par la grande porte dans l'industrie nucléaire britannique. Le groupe français a annoncé, mercredi 24 septembre, que les dirigeants du premier exploitant britannique de centrales nucléaires ont accepté, à l'unanimité, sa nouvelle offre de rachat de British Energy (BE). A 774 pences par action, celle-ci valorise BE à 12,5 milliards de livres (15,6 milliards d'euros), une valeur à peine supérieure aux 15,45 milliards d'euros proposés par EDF au cours de l'été. EDF sera ainsi le premier acteur du renouveau du nucléaire outre-Manche décidé en 2007 par le gouvernement de Gordon Brown.

Jusqu'à présent récalcitrants devant une offre jugée insuffisante, deux grands actionnaires de BE, Invesco (15 % du capital) et M & G (7 %), devaient accepter la proposition d'EDF. Le gouvernement britannique, qui cède pour sa part les 35 % que l'Etat détient dans BE, a fortement poussé en ce sens. A ses yeux, le groupe français était le mieux placé, par son expertise et son expérience acquises dans l'exploitation du premier parc mondial (58 réacteurs), pour conduire la relance d'une entreprise dont les centrales sont peu performantes.

## Premier exploitant nucléaire au Royaume-Uni



Ainsi que le taux de disponibilité des centrales de GDF Suez en Belgique (Electrabel) est de plus de 90 % et celui des réacteurs d'EDF de 80 %, il est tombé à 61 % pour ceux de BE en 2007. Et de nombreux sites nucléaires devront fermer dans les quinze prochaines années.

EDF a déjà prévu de construire en Grande-Bretagne quatre EPR, le réacteur franco-allemand de troisième génération conçu par Areva, tout en « maximisant la durée de vie opérationnelle du parc existant de BE ». Le premier EPR pourrait être raccordé au réseau électrique fin 2017. Si le groupe français a reçu le soutien appuyé des autori-

tés britanniques, c'est qu'il est à leurs yeux le plus à même de l'aider à répondre à une double urgence : compenser rapidement le déclin de la production de pétrole et de gaz de la mer du Nord ; atteindre les objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> qui passe par le développement du nucléaire et des énergies renouvelables (éolien, solaire...).

Mais le gouvernement Brown, soucieux de faire jouer la concurrence sur un marché de l'énergie fortement dérégulé, ne souhaitait pas que l'électricien français soit le seul opérateur nucléaire. EDF devrait donc revendre à Centrica, fournisseur de gaz et d'électricité

outre-Manche et maison-mère de British Gas, 25 % de BE pour 3,1 milliards de livres. La porte n'est pas fermée non plus aux grands électriciens allemands E.ON et RWE, qui se partagent déjà 31 % du marché (gaz et électricité) britannique. Bloqué en Allemagne par le moratoire sur le nucléaire, E.ON veut construire des centrales outre-Manche. Et lui aussi a choisi l'EPR.

## Sa plus grosse acquisition

En rachetant BE, EDF conforte sa stratégie nucléaire à l'international et répond à son objectif de construire et d'exploiter au moins dix EPR dans le monde d'ici à 2020. Si la coentreprise créée avec l'américain Constellation Energy – rachetée la semaine dernière par le milliardaire Warren Buffett – se développe, il devrait mettre en chantier quatre EPR aux Etats-Unis dans les dix prochaines années. Le groupe a aussi bon espoir de remporter rapidement le marché sud-africain, portant dans un premier temps sur deux EPR, dans le cadre du consortium l'associant à Areva et à Bouygues.

Le PDG d'EDF a été critiqué pour un manque d'audace et les échecs répétés de ses tentatives de croissance externe en Espagne (Iberdrola), en Belgique (Distrigaz) et aux Etats-Unis, où Constellation Energy vient de lui échapper alors qu'EDF était mieux disant (35 dollars par action) que Warren Buffett (26,50 dollars). Pierre Gadonneix achèvera son mandat, dans un an, sur la plus grosse acquisition de l'histoire d'EDF. ■

JEAN-MICHEL BEZAT





# Mist clears to reveal the newest power on the nuclear landscape

## News Analysis

### The British Energy deal matches the ambitions of the UK and EDF, writes Ed Crooks

"The landscape for new nuclear build is beginning to take shape; the mist is clearing," was the view of John Hutton, the UK business secretary, of the agreed £12.5bn takeover of British Energy announced by EDF yesterday.

Pierre Gadonneix, EDF's chairman and chief executive, describes the UK as the most important market in the world for new nuclear investment. The clearing mist reveals that EDF is dominant in that market.

The business secretary has been a strong supporter of the deal, wanting to attract EDF's financial strength and nuclear expertise to deliver a highly ambitious programme of investment in new reactors.

Ministers hope the UK will be able to generate more

than 30 per cent of its electricity from nuclear power, up from less than 20 per cent today.

They also hope that the new nuclear generation programme will provide a boost for UK manufacturers in the construction, operation and decommissioning of power stations.

The price for the UK is that it has ceded control of another vital part of its energy infrastructure to foreign ownership, and it is allowing further concentration in an industry that is already under investigation by the regulator because of persistent concerns about a lack of competition.

The UK government's perception of the urgent need for new nuclear power stations has been enough to override those concerns.

EDF believes that the concerns about competition can be easily answered. It has been in touch with the European Union's competition authorities, and expects Brussels to approve the deal in the first phase of its investigation.

Vincent de Rivaz, chief executive of EDF's UK business, said British Energy generated about 19 per cent of the UK's electricity, and EDF less than 6 per cent, "So 75 per cent is in the hands of our competitors, which is very far from a dominant position."

When Centrica, the owner of British Gas, takes its 25 per cent stake in the new holding company for British Energy, which is likely to come next year, it will raise further questions, but Sam Laidlaw, Centrica's chief executive, said that he was "confident" that would not stand in the way of the deal.

However, smaller energy suppliers raised concerns yesterday, and the deal now puts even greater weight on the inquiry into UK energy markets that Ofgem, the regulator, is due to publish next month.

The UK government also insists that the UK's competitive model for energy markets is not being undermined.

Ministers and officials point to the agreements

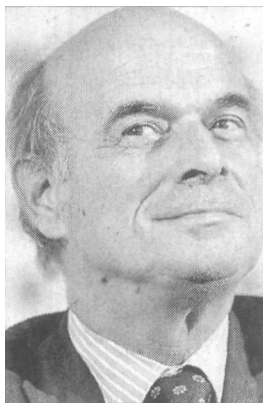
signed by EDF and also announced yesterday to dispose of land at most of its nuclear sites to other companies to allow them to build reactors.

The Nuclear Decommissioning Authority, a government agency, is also working with EDF to sell land at sites where it is in charge of nuclear clean-up.

EDF says that once the land sales have been completed, it could end up with just two sites for building its four new European pressurised reactors. One will probably be Hinkley Point in Somerset, which is its favourite location, the other could well be Sizewell in Suffolk.

The rest will be up for grabs, and RWE of Germany confirmed yesterday that it was still interested in nuclear investment in the UK. Eon is also enthusiastic.

By buying British Energy, however, EDF has secured the bulk of the UK's base of nuclear skills, and given itself first pick of the most attractive sites.



Pierre Gadonneix: cool about competition concerns



# A nuclear future

*France's EDF has an important role to play in the UK*

At least there is no shortage of confidence in energy. EDF's £12.5bn takeover of British Energy, the nuclear power generator, puts France's national energy champion in prime position to profit from the UK's nuclear renaissance. The deal has had its controversies and raises competition concerns. But it is the best way forward if Britain is to revive an industry that was abandoned two decades ago – and diversify away from imported gas for its future energy needs.

By selling its 35 per cent stake in BE, the government has handed the development of nuclear power and a large slice of UK generating capacity to a state-owned French utility. Even with Centrica, the owner of British Gas, taking an agreed stake in BE, EDF will account for almost a quarter of wholesale electricity output and own the best sites for new nuclear plants.

This raises several questions, not

least whether it is wise to sell these assets to another government that could yet ask for subsidies to facilitate its investment. There remains uncertainty over the cost of building plants, their decommissioning and the eventual disposal of waste.

EDF, though, is an excellent strategic partner and its foreign ownership is of little relevance. It is not Gazprom and will not use energy as a political tool. It is one of a handful of companies with considerable nuclear expertise and deep enough pockets to ride out, as BE failed to do in 2002, the effect of a sustained fall in energy prices on profits. Centrica's well-judged inclusion means there are alternatives should EDF want to reduce its role later.

The French company has sensibly sought to allay concerns about the advantage it will enjoy over rivals. Selling some of BE's land to companies such as Eon and RWE of Germany should help level the field.

But this still leaves a big problem. The deal creates a large vertically integrated supplier (one that generates its own power and sells it to households and businesses). One consequence could be to reduce trading volumes in the wholesale electricity market. That could lead to more price volatility, making it harder for small, independent operators who lack their own generating capacity to gain entry and compete.

The energy regulator Ofgem must ensure the wholesale market does not become a closed shop. If that happens, households will end up paying even more for their energy. A simple requirement for vertically integrated suppliers to use the markets to trade some of their output would be effective. The UK will have a strong nuclear provider in EDF. But its involvement should not come at the cost of competition.



**ÉNERGIE****Allemagne : Plus de changements de fournisseur pour l'électricité, mais...**

**Près de deux fois plus de foyers allemands que l'année précédente ont changé de fournisseur d'électricité cette année**, a indiqué, mardi, le régulateur national de l'énergie, déplorant toutefois les avancées plus limitées de la libéralisation du marché du gaz. Entre avril 2007 et avril 2008, 1,38 million de foyers ont franchi le pas et changé de fournisseur d'électricité, selon le dernier rapport d'ouverture des marchés de l'Agence des réseaux. La situation est plus délicate sur le marché du gaz. L'Agence a d'ailleurs déjà décidé de forcer trois opérateurs de réseaux de gaz -- E.ON, Wingas et la filiale allemande du néerlandais Gasunie, qui représentent les deux tiers du transport interrégional outre-Rhin -- à justifier les tarifs qu'ils pratiquent. Ils doivent rendre leur copie dans les deux mois. L'Agence leur reproche «*une position dominante sur le marché*». Les autres opérateurs ne seraient pas épargnés. Le régulateur entend ainsi lancer une procédure similaire à l'encontre de RWE, GDF et l'ENI. Mais StatoilHydro, Erdgas Münster, Ontras-VNG et Dong Energy sont aussi dans le collimateur.



**GAZ**

**Gasol veut s'associer avec EDF et Afren**

La société indépendante basée à Londres Gasol a annoncé, mardi, la signature avec EDF et Afren d'un accord d'entente visant à examiner les conditions de création d'une co-entreprise dont l'activité sera de développer des projets gaziers en Afrique de l'Ouest. Le Nigeria n'est pas concerné par cette structure, Afren et Gasol étant associés avec le groupe allemand E.ON-Ruhrgas pour développer des projets gaziers dans le cadre du plan gouvernemental. La co-entreprise entre Gasol, EDF et Afren sera chargée de développer des projets faisant état de réserves prouvées, de construire des réseaux gaziers pour une distribution domestique des ressources et de porter des projets d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Un partage entre les partenaires est envisagé : à EDF et Afren les opérations d'exploration et de production de gaz, et à EDF et Gasol celles relatives à l'évacuation, au traitement, à la liquéfaction et à la commercialisation des ressources développées.

**CONCURRENCE**